



Déclaration liminaire du CDEN du 2 septembre 2019

Madame la préfète,

Madame la directrice académique,

Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

En cette rentrée nous souhaitons rendre hommage à notre collègue directrice, qui a mis fin à ses jours hier. Depuis de longs mois, elle subissait des attaques anonymes et homophobes. Comment peut-on en arriver là en 2025 ?

Le droit des femmes à vivre leur vie, à disposer de leurs corps, à être citoyenne tout simplement est sans cesse remis en cause. L'UNSA Education continuera à se battre tant qu'une femme n'aura pas les mêmes droits qu'un homme, tant qu'une fille n'aura pas les mêmes droits qu'un garçon.

La mise en place de l'Education à la Vie Affective et Relationnelle jusqu'en CM2 puis également Sexuelle à partir du collège, est un signal positif envoyé à la société. Même s'il faut continuer à aller bien au-delà, c'est concrétiser, un peu, l'égalité tant promue.

Par ailleurs nous souhaitons attirer votre vigilance sur plusieurs points, et nous allons tenter de rester sur le champ de l'Education Nationale malgré tout ce qu'il y aurait à dire sur le contexte politique actuel et le décalage entre le gouvernement et ses ministres, et la réalité du terrain.

Nous aimerions commencer par un point très pragmatique et ancré dans notre territoire ; le bâti scolaire. La rénovation des écoles et établissements est un point clé. Nous nous adressons particulièrement à vous, mesdames et messieurs les maires, à vous mesdames et messieurs les représentant-e-s du Conseil Départemental. Le réchauffement climatique n'est plus à prouver. Il est là et nous n'en sommes malheureusement qu'au début. Même si l'UNSA Education continue de se battre au quotidien pour la transition écologique, les Etats ne parvenant pas y mettre un frein, il va falloir nous y adapter.

En Aveyron donc, de nombreuses classes ont dépassé l'année dernière les 30°C. On pourrait penser que c'est uniquement un problème sanitaire ; on se sent moins bien, il faut faire boire les élèves régulièrement pour éviter la déshydratation et les malaises. Mais derrière cette problématique se cache également une problématique pédagogique : des conditions thermiques acceptables dans des locaux sains, c'est augmenter la qualité de l'enseignement, augmenter la capacité d'attention et donc des apprentissages des élèves. Comment voulez-vous continuer à faire apprendre dans une atmosphère difficilement supportable ? Et pour l'UNSA Education, renvoyer les élèves chez eux parce que les locaux ne sont pas adaptés, ce n'est pas une bonne solution. Il est urgent de rénover les écoles et établissements en prenant compte du réchauffement climatique et de la qualité de l'air.

Ensuite nous avons pensé que pour rendre cette déclaration un peu plus dynamique nous pourrions la rendre participative. Alors à votre avis, combien de priorités pour cette année ? 19 ; Si on considère que « **Mieux former les professeurs pour mieux faire réussir les élèves** » peut être englobé dans « **Mieux former les personnels pour mieux accompagner les élèves** » alors on tombe à 18. Mais rassurez-vous, chaque priorité est elle-même déclinée en deux à quatre points. On se demande qui peut mener dix-huit priorités de front.

D'autant plus difficile à mener quand tous les métiers se précarisent ; le nombre de contractuels augmente encore. Ah non, pardon, chez les AESH il reste stable... à 100% ! Ce choix peut interroger quand on prétend vouloir l'École Inclusive, que les personnels accompagnant les élèves reconnus comme ayant un handicap ne puissent être titulaires de l'Éducation Nationale. Chez les enseignants, le nombre de contractuels augmente encore pour atteindre 15% dans le second degré dans l'académie. Chez les personnels administratifs, même constat. On en arrive même à recruter des faisant fonction contractuels chez les chefs d'établissement... La semaine dernière encore, plusieurs établissements scolaires avaient des équipes administratives dans lesquels il manquait des personnels, y compris des personnels de direction. Et pour les autres, nombreux sont ceux à ne fonctionner que grâce à ces contractuels, pleins de bonne volonté mais à la formation très disparate, ces contractuels si chers à notre ministère pour boucher les trous mais aussi mal considéré, voire plus, que ses agents.

Vous souvenez-vous, d'une des priorités de la rentrée il y a maintenant 2 ans ; 100% de cours assurés, même en cas d'absence du professeur. Autre ministre, même président. Or, dans l'académie on atteint péniblement 12% des Remplacements de Courte Durée, au prix d'efforts surhumains de collaboration entre les personnels de direction, et les professeurs, sous la pression permanente de la hiérarchie.

Comment continuer à faire des économies... ? En internalisant les services, à contre-courant des entreprises. Par exemple, vous avez besoin d'un livreur pour les livrets d'évaluation ? Trop cher, alors on va demander aux IENs et aux enseignants de s'en charger. Bon quand c'est pour la comm' là on peut dépenser ; le ministre Attal avait trouvé les fonds pour faire son auto-promotion.

Pendant que la crise de sens et d'attractivité se déroule, l'empilement habituel d'annonces à chaque nouveau ministre, avec des priorités prioritaires et de nouvelles évaluations à mettre en place. Qui peut croire autour de la table, qui peut croire dans la profession, qui peut croire dans les décideurs politiques, que nous serons en capacité de mettre toutes ces mesures en œuvre ? De la comm'.

Dans le second degré on nous demande encore de nouveaux référents à trouver, pour une nouvelle priorité, la santé mentale, et pourtant dans le même temps, on diminue les IMP. Le gouvernement pense-t-il vraiment que nommer un référent va permettre d'améliorer la santé mentale des jeunes, ... et des moins jeunes ? Encore de la comm'...

Pourtant l'enjeu de la santé est énorme. Il nous faudrait plus de médecins scolaires, plus de personnels sociaux et sanitaires, plus de RASED. La mise en place des deux PAS ne saurait les pallier sans moyens humains supplémentaires, accompagnés d'une enveloppe budgétaire pour les déplacements. Les élèves en grande difficulté ont besoin de personnes, d'humains, de personnels, pour s'occuper d'eux, et non d'une énième strate administrative qui vient s'ajouter aux dispositifs en place alors que nous attendons toujours l'évaluation des PIALs...

L'enjeu de l'égalité scolaire dans notre département est grand. L'IPS va de 76 à 130,7 selon les écoles.

Vous ne serez pas étonné qu'un IPS de 130,7, avec un taux de 46% d'élèves considérés comme très favorisés, est le score d'une école privée, qui sélectionne ses élèves avec près de 40% qui sont hors commune. Notre département est depuis des années hors la loi, puisque certaines communes sont dotée uniquement d'écoles privées. Or, l'article L212-2 du Code de l'Education stipule que « *Toute commune doit être pourvue au moins d'une école élémentaire publique [si elle a] au moins quinze enfants d'âge scolaire* ». Nous vous demandons Mme la préfète, de faire triompher la loi en Aveyron. Pour que l'égalité des chances que porte l'Ecole de la République existe partout sur le territoire. Pour que l'école soit gratuite et accessible partout en Aveyron.

Madame la Directrice Académique, Mme la préfète, oui, cette année c'est autour de 370 élèves en moins dans le 1^{er} degré et 88 dans le second degré en Aveyron. Le nombre d'élèves baisse mais le nombre de problèmes à résoudre pour leur réussite augmente...